

Les femmes sahéliennes dans les espaces numériques

Dalanda Moukala et Fatima Al-Ansar

June 2024



**Search for
Common
Ground**



BAMAKO FORUM
on Digital & Social Cohesion

À propos

Le Tilwate Peace Network (Réseau Tilwate pour la paix) réalise une étude spécifique sur les femmes sahéliennes dans les espaces en ligne en partenariat avec le Forum de Bamako sur le numérique et la cohésion sociale. Basé sur une revue de la littérature et des entretiens avec des femmes du Burkina Faso, du Niger et du Mali sur leurs expériences en ligne, ce document donne un aperçu de la sécurité que présentent les espaces en ligne pour les femmes et de la manière dont ces espaces peuvent mieux les servir en tant qu'actrices clés de la consolidation de la paix. L'étude propose des recommandations aux organisations multilatérales, aux autorités gouvernementales et aux décideurs politiques, aux entreprises du secteur technologique, aux établissements d'enseignement et aux organisations de plaidoyer sur la manière d'améliorer l'accès équitable à l'internet tout en promouvant des politiques qui encouragent la participation des femmes et les protègent contre le harcèlement et les abus.

À propos des autrices

Dalanda Moukala est une spécialiste du Sahel, axée sur le lien humanitaire-développement-paix. Elle a été élue secrétaire générale des Étudiants de Panthéon-Sorbonne pour les mondes africains en 2019. Après des études à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et à la Humboldt Universität Berlin, elle est diplômée en histoire africaine en 2022 et a rédigé un mémoire de master sur le soft power allemand au Mali pendant la guerre froide. Elle a occupé divers postes au 2R3S (Réseau de Réflexion stratégique pour la Sécurité au Sahel), aux Services régionaux africains de l'Ambassade des États-Unis à Paris, ainsi qu'à la Commission du développement et à la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen. Ses langues de travail sont l'allemand, l'anglais, le chinois, le français, l'italien et le peul.

Fatima al Ansar est consultante internationale et fondatrice du réseau Tilwate Peace Network. Fatima a été la première Malienne à intervenir lors d'Oxford Peace Talks. Elle a également participé aux négociations qui ont abouti à la Charte de transition 2020 du Mali, dont elle a été l'une des expertes choisies pour la rédiger. Elle a travaillé pour le Centre d'études stratégiques du ministère malien des Affaires étrangères et a été la plus jeune diplomate au Mali à travailler comme chargée de mission au ministère malien chargé des Affaires étrangères. Elle a participé à plusieurs projets de recherche sur les évolutions politiques et sécuritaires actuelles au Sahel, proposant des idées novatrices aux initiatives de médiation et de consolidation de la paix.

À propos du Forum de Bamako sur le Numérique et la Cohésion sociale

Ce rapport est le fruit du Forum de Bamako sur le Numérique et la Cohésion sociale, un réseau d'universitaires et de praticiens issus d'institutions gouvernementales et non gouvernementales qui a pour objectif de créer un espace de collaboration multipartite et plurisectorielle afin de faire progresser le numérique et la cohésion sociale en Afrique de l'Ouest et au-delà. Search for Common Ground coordonne le Forum de Bamako sur le Numérique et la Cohésion sociale.

Table des matières

À propos	2
-----------------	----------

Introduction	4
---------------------	----------

Conclusions principales	6
--------------------------------	----------

Revue littéraire	7
-------------------------	----------

Les normes culturelles façonnent l'engagement des femmes sahéliennes dans les espaces en ligne	8
--	---

Il existe un continuum entre la violence hors ligne et la violence en ligne	12
---	----

Les femmes s'emploient activement à rendre leurs espaces en ligne plus sûrs	13
---	----

Recommandations	14
------------------------	-----------

Conclusion	16
-------------------	-----------

Bibliographie	17
----------------------	-----------

Remerciements

Cet article est le résultat d'un effort commun, depuis sa conception et son développement jusqu'à la révision par les pairs et la validation par des experts au sein et en dehors du Forum de Bamako sur le Numérique et la Cohésion sociale. Les autrices apprécient leur soutien et la contribution à l'élaboration de ce rapport de tous les membres du Forum de Bamako sur le Numérique et la Cohésion sociale, ainsi que le personnel de Search for Common Ground, à travers ses bureaux du Burkina Faso, du Mali et du Niger, ainsi que l'équipe Global Affairs and Partnerships (GAP) de Search. Le Forum de Bamako sur le Numérique et la Cohésion sociale et cette publication ont été rendus possibles grâce à une subvention de Carnegie Corporation of New York. Les déclarations et les points de vue exprimés relèvent de la seule responsabilité des auteurs. Le Tilwate Peace Network remercie chaleureusement les personnes qui ont participé aux entretiens réalisés dans le cadre de cette étude.

Citer ce document

MOUKALA D. et AL-ANSAR F. (juin 2024). « Les femmes sahéliennes dans les espaces numériques ». Search For Common Ground.

Introduction

Environ 69,13 % du trafic Internet en Afrique provient de la connectivité mobile¹ et environ 84,3 % des internautes de la région utilisent des appareils mobiles pour se connecter aux réseaux sociaux². Selon une enquête récente, les consommateurs numériques associent globalement la possession d'un téléphone portable et l'accès à l'internet à une meilleure qualité de vie³. Si, dans l'ensemble, l'impact des réseaux sociaux est considéré⁴ comme positif par les personnes interviewées, au Sahel, cette perception change en fonction du sexe et de l'intersectionnalité et peut également varier suivant l'âge et le sexe de l'utilisateur. L'écosystème numérique sahélien fonctionne comme un support à double facette. D'une part, il reflète les caractéristiques conflictuelles de la région, en particulier la lutte d'influence entre les autorités nationales, les sociétés, les militants et les groupes armés. D'autre part, il est un outil de dialogue, d'émancipation professionnelle, de partage culturel, de divertissement et de maintien des liens sociaux⁵.

Le taux de pénétration de l'internet varie dans la région : en janvier 2024, le nombre d'utilisateurs de l'internet était de 12,1 % au Burkina Faso, de 9,1 % au Mali et de 2,2 % au Niger. Parmi ces utilisateurs, les femmes représentaient 30,4 % au Burkina Faso, 24,2 % au Mali

et 19,3 % au Niger, alors qu'elles représentent environ la moitié de la population de ces pays⁶. En effet, la différence d'accès à l'internet mobile entre les hommes et les femmes en Afrique subsaharienne⁷ s'élève à 37 %. Dans le cadre de cette étude, l'accent sera mis sur les applications mobiles de réseaux sociaux et de messagerie, limitant les espaces en ligne aux réseaux sociaux. Malgré leur sous-représentation, les femmes sont confrontées à des « discours de haine, au piratage ou à l'interception de communications privées, à l'usurpation d'identité, au harcèlement en ligne et à des menaces », ce qui complique leur expérience⁸. La Recommandation générale no 35 sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre de 2017 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (*Committee on the Elimination of Discrimination against Women*, CEDAW)⁹ reconnaît que la violence fondée sur le genre inclut les « environnements créés par la technologie qui ont généré de nouvelles formes de violence en ligne et dans les autres espaces numériques ».

Il existe une tendance commune d'inégalité de genre, d'exclusion et de violence contre les femmes en ligne au Sahel : selon les personnes interviewées, un profil en ligne identifié comme féminin entraîne presque systématiquement une interaction sexualisée non désirée. Les femmes journalistes, politiciennes et militantes

1. StatCounter, "Desktop vs Mobile vs Tablet Market Share Africa," StatCounter Global Stats (2024), <https://gs.statcounter.com/platform-market-share/desktop-mobile-tablet/africa>.

2. GSMA, *The State of Mobile Internet Connectivity 2023* (2023), https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2023/10/The-State-of-Mobile-Internet-Connectivity-Report-2023.pdf?utm_source=website&utm_medium=button&utm_campaign=somic23.

3. GSMA and Gallup, *The Impact of Mobile on People's Happiness and Well-Being* (2018), https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-for-development/wp-content/uploads/2018/01/The-Impact-of-Mobile-on-People%E2%80%99s-Happiness-and-Well-Being_summary.pdf.

4. In this latter survey.

5. Habibou Bako, "Réseaux sociaux et désinformation au Sahel," *Bulletin franco-paix* 7, no. 10 (2022).

6. Simon Kemp, *Digital 2024: Global Overview Report* (Datareportal, 2024), <https://datareportal.com/reports/digital-2024-global-overview-report>.

7. GSMA, *The Mobile Economy Sub-Saharan Africa 2022* (2022), <https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-economy/wp-content/uploads/2022/10/The-Mobile-Economy-Sub-Saharan-Africa-2022.pdf>.

8. Plan International, *Free to Be Online? Girls' and Young Women's Experiences of Online Harassment. The State of the World's Girls Report* (Plan International, 2020), <https://plan-international.org/publications/free-to-be-online/>.

9. Committee on the Elimination of Discrimination against Women, *General Recommendation No. 35 on Gender-Based Violence Against Women, Updating General Recommendation No. 19* (1992) (United Nations, 2017).

sont particulièrement stigmatisées, et la majorité des auteurs de ces actes sont des hommes¹⁰. Parmi les trois pays étudiés, le Burkina Faso compte le plus grand nombre de messages sur les réseaux sociaux illustrant des violences basées sur le genre¹¹. Afin de s'adapter à ce climat hostile, les femmes développent un certain nombre de mécanismes d'adaptation, dont l'autocensure.

Facebook et WhatsApp étant les plateformes les plus utilisées dans la région, elles peuvent potentiellement constituer des terrains propices à la propagation de la violence basée sur le genre facilitée par la technologie (VBGFT). La VBGFT¹² désigne les cas de violence, de harcèlement ou d'abus perpétrés à l'encontre d'individus, principalement des femmes et des filles, à l'aide de technologies numériques telles que les réseaux sociaux, les applications de messagerie, la messagerie électronique et d'autres plateformes en ligne. La VBGFT comprend notamment le cyberharcèlement, la publication non consentie d'images à caractère intime en ligne (communément appelée « revenge porn ») et la coercition numérique. Les réponses des gouvernements et des entreprises technologiques à cette lacune ont été insuffisantes pour rendre les espaces en ligne plus sûrs et plus équitables pour les femmes et les filles en ligne. Selon la World Wide Web Foundation¹³, la VBGFT est réversible car elle est due à une défaillance des politiques des gouvernements et des entreprises du secteur technologique.

La réversibilité peut être partiellement obtenue grâce à un financement adéquat, et la non-réduction du fossé numérique entre les hommes et les femmes coûte des milliards de dollars aux autorités nationales¹⁴. Alors que le Burkina Faso, le Mali et le Niger disposent déjà d'une législation sur les discours de haine¹⁵ qui punit la promotion de la haine, de la discrimination et de la violence, son application dans le domaine numérique serait bénéfique pour les utilisatrices. Toutefois, les politiques et la législation ne suffisent pas à rendre l'espace numérique plus équitable et plus sûr. La sensibilisation, le dialogue national et la formation sont

nécessaires pour permettre aux femmes d'exercer leurs libertés civiles en ligne et non de les entraver.

10. Internal report Search For Common Ground.

11. Internal report Search for Common Ground.

12. Suzie Dunn, "TFGBV," in *Technology-Facilitated Gender-Based Violence: An Overview*, 3–5 (Centre for International Governance Innovation, 2020), <http://www.jstor.org/stable/res-rep27513.9>.

13. Alliance for Affordable Internet, *The Costs of Exclusion: Economic Consequences of the Digital Gender Gap* (Web Foundation, 2021).

14. In the three countries studied.

15. Internal report Search For Common Ground.

Conclusions principales

1. Les femmes sahéliennes font preuve de discrétion lorsqu'elles partagent des contenus en ligne, en raison des normes sociales et culturelles et par crainte du harcèlement. L'autocensure est une pratique courante pour réduire le risque de violence et se conformer aux normes culturelles. Les réseaux sociaux sont le plus souvent utilisés comme messagerie instantanée et pour des raisons professionnelles.
2. Les femmes ont indiqué qu'elles étaient le plus souvent harcelées en raison de leur sexe, de leur apparence physique et des opinions qu'elles partagent en ligne.
3. Les discriminations vécues par les personnes interviewées sont les plus virulentes au Mali, suivies par le Niger et le Burkina. Bien que toutes les personnes interviewées n'aient pas personnellement subi des violences en ligne, 90 % en ont été témoins au moins une fois.
4. Les femmes s'efforcent activement de rendre l'expérience en ligne plus sûre pour elles-mêmes et pour les autres femmes. Lorsque les personnes interviewées acquièrent de nouvelles informations par le biais de formations ou de cours, elles en font part à leurs pairs.

Revue littéraire

Les femmes du Sahel ont une expérience de l'Internet différente de celle de leurs homologues masculins. Internet décuple à la fois leurs possibilités d'expression, mais aussi la répression dont elles font l'objet. De nombreuses femmes estiment qu'elles ne peuvent exercer leur liberté d'expression sans crainte, en raison de pratiques discriminatoires de la part des gouvernements et des sociétés. L'incapacité des États à promouvoir l'accès et à protéger les filles et les femmes des menaces qui pèsent sur leur liberté, leurs vies privées et leur sécurité reste un problème. Les normes de genre jouent également un rôle important dans l'expérience des femmes en ligne. La recherche sur les algorithmes des réseaux sociaux indique des préjugés sexistes¹⁶, les utilisatrices rencontrant plus souvent des contenus qui renforcent les normes de genre de type patriarcal et racialisé. Il ressort de ces recherches que la quête du profit influence ces comportements algorithmiques, car les algorithmes ont tendance à amplifier les contenus qui confirment les perceptions « traditionnelles » ou patriarcales du corps féminin, qui sont jugées plus lucratives¹⁷. En outre, le langage et l'imagerie sexistes dans les contenus en ligne peuvent renforcer les rôles traditionnels discriminatoires des hommes et des femmes et perpétuer les stéréotypes, ce qui affecte le sentiment d'appartenance et l'engagement des femmes en ligne¹⁸.

Les femmes sont confrontées à des obstacles sociétaux qui les empêchent de s'engager dans les espaces en ligne : connectivité limitée, accessibilité financière, manque de formation à la culture numérique et normes culturelles restrictives¹⁹. Un autre défi pressant auquel les femmes sont confrontées dans les espaces en ligne est la prévalence du harcèlement et de la violence basée sur le genre, notamment le cyberharcèlement, le doxxing, le revenge porn et le trolling misogyne²⁰. Ce type de harcèlement peut avoir un

impact négatif sur la santé mentale et la réputation de la victime, provoquant des sentiments de peur et d'anxiété, ainsi que l'autocensure²¹. En outre, l'intersectionnalité du genre avec d'autres marqueurs d'identité, tels que la race, la profession, l'orientation sexuelle et le handicap, peut accroître le risque d'abus en ligne pour les femmes marginalisées²².

Malgré ces défis et ces risques accablants, les femmes qui utilisent les réseaux sociaux au Sahel s'en servent pour bousculer les normes de genre et lutter pour l'égalité et l'inclusion²³. Elles peuvent sensibiliser la population par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux, de pétitions en ligne et de récits en ligne. Ces initiatives visent à remédier à ces disparités et à promouvoir l'inclusion numérique des femmes²⁴. En exploitant le pouvoir de la technologie, les femmes redéfinissent le discours public et font progresser l'égalité des genres à l'échelle mondiale. Cependant, des efforts soutenus sont requis pour garantir que les femmes aient des chances équitables de bénéficier des technologies numériques.

16. Sarah Roberts, "Digital Detritus: 'Error' and the Logic of Opacity in Social Media Content Moderation," *First Monday* 23, no. 3 (2018), <https://doi.org/10.5210/fm.v23i3.8283>.

17. Ibid.

18. Safiya Umoja Noble, *Algorithms of Oppression: How Search Engines Reinforce Racism* (NYU Press, 2018).

19. World Wide Web Foundation, *Women's Rights Online: Closing the Digital Gender Gap for a More Equal World* (World Wide Web Foundation, 2019), <https://webfoundation.org/research/womens-rights-online-closing-the-digital-gender-gap-for-a-more-equal-world/>.

20. Danielle Keats Citron, *Hate Crimes in Cyberspace* (Harvard University Press, 2014).

21. Amanda Lenhart, Michele Ybarra, Kathryn Zickuhr, and Myeshia Price-Feeney, *Online Harassment, Digital Abuse, and Cyberstalking in America* (Data & Society Research Institute, 2017).

22. Nicola Henry and Anastasia Powell, "Embodied Harms: Gender, Shame, and Technology-Facilitated Sexual Violence," *Violence Against Women* 21, no. 16 (2015): 758-779.

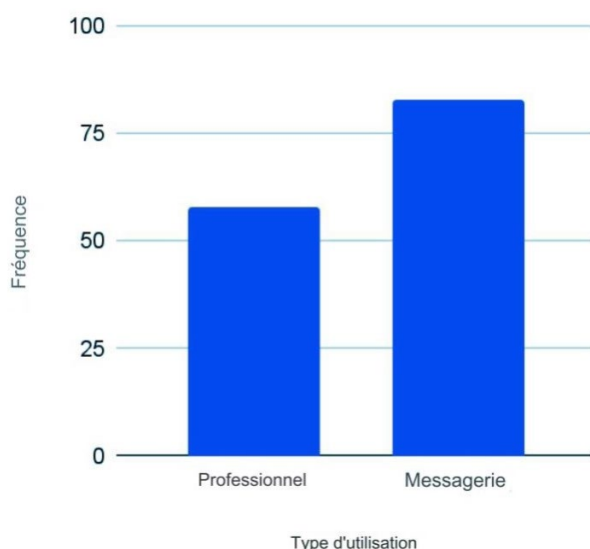
23. Kaitlynn Mendes, Jessica Ringrose, and Jessalynn Keller, *Digital Feminist Activism: Girls and Women Fight Back Against Rape Culture*, Oxford Studies in Digital Politics (Oxford Academic, 2019).

24. Anita Gurumurthy, *Bridging the Digital Gender Divide: Issues and Insights on ICT for Women's Economic Empowerment* (UNIFEM, 2004).

Les normes culturelles façonnent l'engagement des femmes sahéliennes dans les espaces en ligne

Graphique 1

Utilisation des espaces en ligne par les femmes au Sahel



Les personnes interviewées de sexe féminin semblent limiter leur utilisation des réseaux sociaux à la messagerie (83 %) et à des fins professionnelles (58 %)²⁵. Les femmes sont très prudentes quant aux informations qu'elles partagent en ligne. La plupart des femmes utilisent les réseaux sociaux pour la messagerie directe ou pour la communication professionnelle. Cette discrétion personnelle s'explique notamment par le rôle culturel de la honte au Sahel, qui régit le rapport des hommes et des femmes au corps, à la sexualité, à la parole, à l'étiquette et à l'appartenance sociale²⁶. Dans certains cas, les femmes font preuve d'une gêne préventive pour illustrer leur vertu. Dans d'autres cas, elles autocensurent les informations qu'elles partagent sur leur vie privée. Un sondage réalisé auprès des participantes a révélé que la plupart d'entre eux considéraient qu'il était positif d'être discret sur sa vie privée et qu'ils ne souhaitaient pas partager les détails de leur vie privée en ligne. Cette réticence à partager des informations privées a une myriade d'effets. Elle constitue un premier obstacle à l'appréhension de la violence basée sur le genre, car elle fournit moins de contenu susceptible de faire l'objet de commentaires²⁷. En plus de restreindre les publications ou les photos à contenu personnel, les femmes ont également déclaré

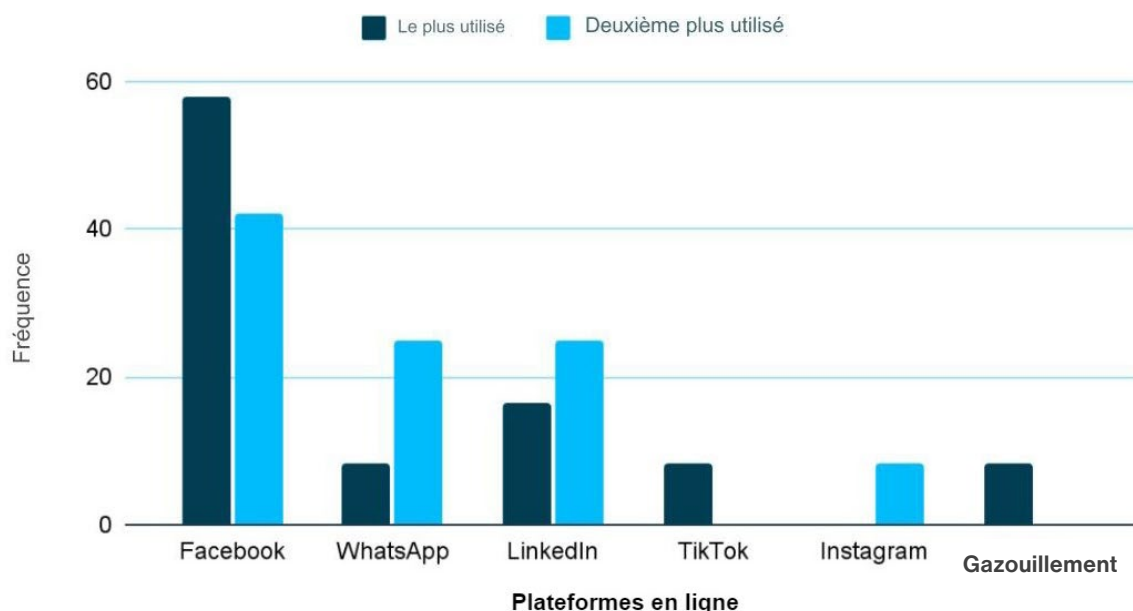
25. The representative sample of respondents may have influenced this result, as there were more professionals or students involved in activism (50% of respondents) than unemployed women or students (33% of respondents).

26. Catherine Baroin and Barbara Cooper, eds., *La honte au Sahel. Pudeur, respect, morale quotidienne* (Sépia, 2018).

27. Experienced in their physical lives and likely to erupt online.

Graphique 2

Plateforme préférée



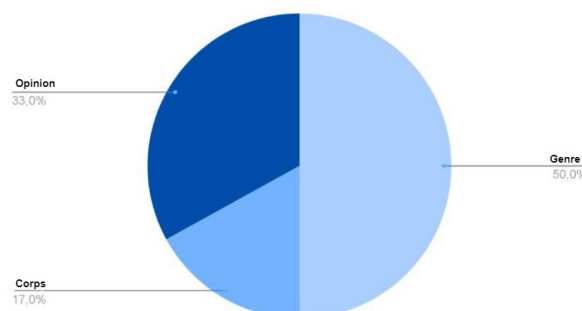
ne pas donner accès à des détails privés sur l'affichage public de leur compte. Certaines postent de moins en moins au fil des années, préférant se concentrer sur l'aspect professionnel de l'utilisation des réseaux sociaux.

Singulièrement, les personnes interviewées semblent privilégier un réseau social, Facebook conservant sa position dominante en tant que plateforme préférée. Une des personnes maliennes interviewées appartenant à la tranche d'âge de 20 à 30 ans explique qu'elle « a un compte Facebook depuis le collège ». Une adoption aussi rapide et continue de Facebook souligne son influence et son utilisation répandues parmi les jeunes et les adultes. Malgré une préférence pour Facebook, nombre de personnes interviewées affirment maintenir un profil sur plusieurs sites. Au Mali, les personnes interviewées ont déclaré utiliser une expression différente pour chaque réseau (« Mon expression diffère entre X et Facebook. Sur Facebook, j'utilise beaucoup la satire, les images et les personnages qui me permettent d'interagir davantage avec mon public, qui est généralement plus restreint que sur Twitter », personne interviewée âgée de 40 à 50 ans) ou même utiliser la personnification pour témoigner en faveur d'un concitoyen, « dans le but de mettre en lumière des problèmes que les gens n'ont pas forcément envie d'exprimer. » (personne interviewée âgée de 20 à 30 ans).

Cette étude révèle que l'utilisation des réseaux sociaux par les femmes sahéliennes suscite des sentiments mitigés. Soixante quinze pour cent des personnes interviewées ont expliqué avoir des sentiments mitigés après avoir utilisé les espaces en ligne, et un tiers d'entre elles ont également déclaré se sentir fatiguées après une utilisation prolongée. Les expériences positives sur les plateformes sociales ont souvent été décrites comme brutalement interrompues par des contenus haineux, que ce soit envers elles-mêmes ou envers d'autres femmes. Les sentiments et sensations désagréables, tels que la colère et la fatigue, se manifestent particulièrement lorsqu'elles passent trop de temps en ligne ou qu'elles sont exposées à des messages haineux. Lorsque les femmes se heurtent à des contenus haineux, elles se désinvestissent souvent de la plateforme. Tout particulièrement lorsque ces publications restent actives, car elles affectent les normes de ce qui est un comportement acceptable dans leurs cercles en ligne. Cela affecte l'expression numérique

Graphique 3

Focus sur le harcèlement et la violence numériques



des femmes et leur sécurité²⁸, et cette marginalisation met en évidence leurs besoins en matière de sécurité numérique. Dans l'ensemble, l'utilisation des espaces en ligne par les femmes reflète certaines pratiques socioculturelles du Sahel, telles que l'utilisation de la honte préventive comme mécanisme d'adaptation à une éventuelle violence numérique. Elles adoptent des comportements spécifiques pour se protéger et éviter les expériences violentes en ligne.

28. Plan International, *Free to Be Online? Girls' and Young Women's Experiences of Online Harassment. The State of the World's Girls Report* (Plan International, 2020), <https://plan-international.org/publications/free-to-be-online/>.

Témoignages de personnes interrogées sur les VBGFT



Usurpation d'identité

« **Les gens utilisent des photos de femmes et créent de faux comptes en leur nom, en particulier sur Facebook** ». Personne interviewée au Niger (entre 20 et 30 ans). L'usurpation d'identité est courante sur Facebook, ce qui nuit à la sécurité des femmes.



Fraude

« **J'ai également été victime d'une tentative d'escroquerie, des personnes ayant tenté de m'extorquer de l'argent en me proposant de financer de nouveaux projets. Je suis malheureusement inscrit sur la liste rouge de la Banque de France suite à cette escroquerie. Je trouve cela très embêtant** ». Personne malienne interrogée (âgée de 20 à 30 ans). Le fait d'être victime d'une fraude a eu un impact sur sa santé mentale et les conséquences financières ont également été préjudiciables, réduisant ainsi sa sécurité humaine.



Harcèlement sexuel

« **Récemment, j'ai partagé sur ma page Facebook un message reçu d'un inconnu qui me proposait de me prostituer pendant le mois sacré du Ramadan pour 50 000 francs CFA. J'ai partagé les captures d'écran sur ma page et de nombreuses autres jeunes femmes ont répondu dans les commentaires avec des captures d'écran de messages similaires provenant de la même personne. Une plainte a été déposée** ». Personne interviewée au Niger (âgée de 20 à 30 ans). Lorsque cette personne interviewée a expliqué qu'elle a été confrontée à la sollicitation en ligne, elle a mis l'accent sur le fait qu'elle était choquée, étant donné que cela se passait au cours d'un mois qu'elle considère

comme sacré. Ces termes indiquent l'importance des normes religieuses dans les espaces sahéliens, à la fois hors ligne et en ligne. La personne interviewée a agi rapidement en dénonçant l'auteur de l'infraction, ce qui a permis à d'autres victimes de s'exprimer et a facilité la décision de déposer une plainte commune.



Publication non consentie d'images à caractère intime en ligne

« **Je connais une étudiante âgée d'une vingtaine d'années qui a été victime de harcèlement sexuel. Elle a eu des appels vidéo avec l'auteur des faits. La personne enregistrait leurs appels (...) Elle ne voulait pas en parler à sa famille. Je lui ai fait connaître les lois existantes en matière de cybercriminalité. Elle était très stressée et ne mangeait plus. L'homme a cessé ses menaces par peur d'aller en prison** ». Personne interviewée au Niger (âgée de 20 à 30 ans). En prenant connaissance de la situation de sa camarade, la personne interviewée a tenté de la rassurer et de l'orienter vers une solution légale, démontrant ainsi sa compréhension du cadre juridique nigérien. D'autre part, sa réaction rapide montre qu'elle est consciente des dangers d'Internet. Bien qu'elle ait essayé de réduire les risques, l'expérience négative s'est infiltrée dans la vie quotidienne de la victime, entraînant une anorexie temporaire.



Marginalisation ethnique, exclusion et violence

« **J'ai été témoin de violences ethniques en ligne, de harcèlement, de discrimination et de marginalisation à l'encontre de divers segments de la population.** » Personne interviewée du Mali (âgée de 30 à 40 ans). La réponse de cette personne met

en évidence les interactions conflictuelles entre les sociétés sahéliennes²⁹, la conflictualité étant ici basée sur la catégorisation ethnique. Elle explique qu'en ligne et hors ligne, les communautés ont été victimes de harcèlement, hommes et femmes confondus. Les effets de l'incident s'étendent à la vie réelle.

“ Discrimination religieuse

« J'ai été témoin de contenus extrémistes, en particulier lors de débats religieux. Récemment, dans mon pays, pendant le ramadan, une femme a conseillé à ses frères et sœurs croyants de ne pas écouter de musique chrétienne. Je suis chrétienne et j'ai vu les différents messages de haine. C'est un exemple qui montre que nos espaces numériques ne sont pas nécessairement sains. Je ne cherche pas à entrer dans des débats, surtout religieux. Cet exemple palpable montre à quel point les gens sont enclins à tomber dans le discours de haine ». Une personne interviewée du Burkina (âgée de 30 à 40 ans), confrontée à un discours de haine, hésitait à s'exprimer sur le sujet de la religion. Selon elle, le nombre incalculable d'interactions liées à cette publication haineuse prouve que la majorité des internautes sont enclins à la violence. Elle estime que les espaces en ligne sont malsains.

“ Statut matrimonial

« L'expérience qui m'a le plus marquée est celle où une connaissance m'a dit, hors ligne, que je n'aurais pas de mari à cause de mes publications en ligne. Cela m'a stoppée net. J'ai passé toute la journée à ruminer cette phrase ». Répondant du Burkina (moins de 20 ans). Lorsque la personne interviewée a été confrontée à des commentaires négatifs sur son activité en ligne, elle raconte la détresse qu'elle a ressentie, ainsi que l'isolement temporaire et le silence dans lesquels elle a choisi

de se réfugier. Cela montre que la violence transfrontalière passe de l'espace en ligne à l'espace hors ligne, provoquant un sentiment d'insécurité croissant.

“ Attaque physique

“Les autres modérateurs du blog et moi-même avons reçu des insultes de la part de personnes sur nos réseaux sociaux. Cela a dépassé le cadre du cyberspace. À la suite de cet événement, j'ai été suivi chez moi par un motard qui a essayé de me forcer à monter sur sa moto, puis de me faire tomber. Il a menacé de me tuer. (...) Cela se poursuit également dans l'espace physique, avec des personnes que nous ne connaissons pas qui exigent que nous leur répondions et qui nous demandent encore de nous rencontrer face à face”. Une personne interrogée au Mali (âgée de 20 à 30 ans) se souvient d'avoir été menacée en ligne, puis suivie. Lorsque la personne explique comment un inconnu l'a menacée à cause de ses publications sur les médias sociaux, le stress est audible, signalant un sentiment d'insécurité similaire.

Ce sont les participants du Mali qui ont rapporté le plus de cas de discrimination en ligne.³⁰ Cette observation souligne l'importance de la sensibilité culturelle et des approches nuancées dans la conduite de la recherche et le traitement des questions liées à la violence fondée sur le genre dans divers contextes socioculturels. Bien que certaines personnes interrogées n'aient pas été victimes elles-mêmes, 90 % des personnes interrogées ont été témoins de violences, et les personnes formées à la cybersécurité proposent souvent leur aide aux victimes dans leur environnement.

29. Jiaxuan Yue, Habibou Bako, Kelsey Hampton, and Katie Smith, *Conflit et espace en ligne au Sahel: Défis et recommandations* (Search for Common Ground, 2022), <https://documents.sfcg.org/wp-content/uploads/2022/07/Note-D-Analyse-Conflit-et-espace-en-ligne-au-Sahel-Juillet-2022.pdf>.

30. Cela peut être dû au fait que l'échantillon de femmes maliennes interrogées comprenait plus de militantes que les autres échantillons, soit 75% de militantes pour le Mali. Cela peut aussi être dû au fait que le nombre d'utilisateurs d'Internet est plus important au Mali qu'au Niger, par exemple.

Il existe un continuum entre la violence hors ligne et la violence en ligne

En ce qui concerne les préjudices subis par les participants en ligne, le harcèlement se produit souvent sur la base de leur identité de genre ou de leur apparence (50 % pour le genre, 17 % pour l'apparence physique, ou en raison d'une opinion ou d'une action affichée dans un espace numérique (par exemple, la publication ou le partage de contenu).

Les barrières entre la violence basée sur le genre hors ligne et la violence basée sur le genre en ligne sont poreuses. Dès que la violence basée sur le genre sort de son contexte initial, elle a un double impact sur les victimes³¹. La violence basée sur le genre en ligne est également connue sous le nom de VBGFT. La VBGFT utilise la technologie pour infliger des dommages, en brouillant souvent les frontières entre les espaces physiques et virtuels, et peut avoir de profondes répercussions psychologiques, sociales et économiques sur les victimes.

Ces expériences en ligne peuvent également avoir des effets hors ligne. Les personnes interviewées ont relaté des cas de femmes qui ont été suivies et menacées dans la rue à cause d'une publication postée sur un réseau social. Dans d'autres cas, certaines sont intimidées et dissuadées par leurs pairs dans la vie réelle de commencer à s'exprimer dans les espaces numériques. Le harcèlement et la discrimination se produisent à la fois en ligne et hors ligne : la violence en ligne et la violence hors ligne se chevauchent facilement. Par conséquent, la VBGFT se manifeste dans les deux sens. Il semble que la VBGFT soit exacerbée par les conflits régionaux, en particulier les discours de haine ethnique et religieuse, une personne interviewée ayant mentionné les discours de haine en ligne à l'égard des chrétiens au Burkina Faso. Cette étude attire l'attention sur une autre facette de la violence et des conflits au Sahel, à savoir les défis de l'espace numérique.

La VBGFT est une expérience omniprésente pour les femmes sahéniennes en ligne. Le harcèlement se décline en quatre catégories : usurpation d'identité, fraude, cyberviolence et publication non consentie de contenus et d'informations.

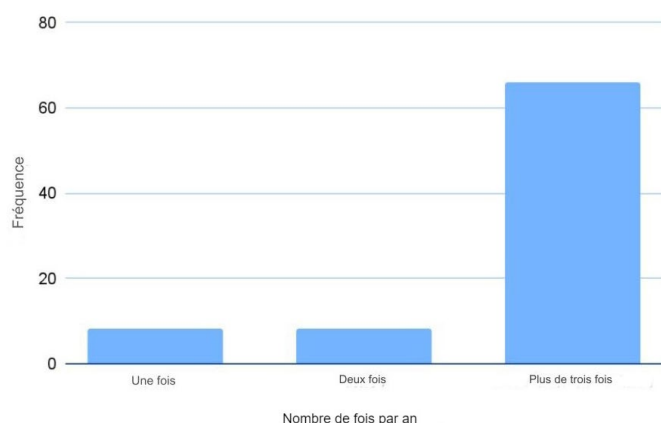
31. UN Women, *Background Document on Gender, Innovation and Technology in Africa* (2023), https://africa.unwomen.org/sites/default/files/2023-10/background_document_on_gender_innovation_and_technology_in_africa_web.pdf.

Les femmes s'emploient activement à rendre leurs espaces en ligne plus sûrs

De manière proactive, les femmes sahéliennes cherchent à minimiser cette violence autant qu'elles le peuvent. Par exemple, 66% des femmes mettent à jour leurs paramètres de sécurité plus de trois fois par an pour limiter l'usurpation d'identité. Toutes les personnes interrogées connaissent au moins une pratique d'hygiène numérique, telle que l'authentification à double facteur.³² 25 % souhaitent améliorer leur expertise en matière de cybersécurité, tandis que 66 % d'entre elles se concentrent sur le domaine de la sécurité numérique. Les formations sur les pratiques de cybersécurité qu'elles ont déjà reçues les encouragent à partager ces connaissances avec leur entourage et à poursuivre leur auto-formation. Les répondants montrent un fort désir d'apprendre et de se protéger, même s'ils n'ont pas eu accès à une formation formelle (*"Je n'ai pas pu participer à des activités, mais j'ai reçu des informations. J'étudie dans une université technologique qui propose un cours sur la cybercriminalité. Je suis en colocation avec des jeunes femmes qui étudient dans ce domaine. Je suis leur travail et j'ai pu améliorer mon hygiène numérique en travaillant avec elles."* Répondant du Niger, âgé de 20 à 30 ans).

Graphique 4

Mise à jour des paramètres de confidentialité



32. Cela est probablement dû à la méthode d'identification des répondants, qui ont déjà participé à des activités liées à l'hygiène numérique avec Search For Common Ground.

Objectif de la formation choisie

Codes	Occurrence	Thèmes
Connaissances	25%	Expertise
La prévention	66%	Sécurité numérique

Malgré les violences, les femmes persistent à développer leurs activités professionnelles (*"Je communique sur les services de mon entreprise"*). Répondante du Mali, entre 20 et 30 ans). Elles sont enthousiastes à l'idée d'informer leurs concitoyens (*"J'utilise les réseaux à des fins stratégiques. Je fais de la sensibilisation. Je veux mettre en avant les modèles, les actions que je mène pour amener les jeunes à un changement positif"*). Répondant du Burkina, moins de 20 ans). En faisant preuve de réactivité et de solidarité, la capacité de récupération individuelle et commune des femmes est essentielle pour obtenir des résultats durables.³³ Malgré leur présence discrète sur les espaces en ligne en raison des traditions et des coutumes, les femmes jouent un rôle très important dans la sensibilisation des enfants et de leurs pairs en attirant leur attention sur l'amélioration des conditions de vie.³⁴

33. Jason Bremner, Kristen Patterson et Rachel Yavinsky, *Building Resilience Through Family Planning : A Transformative Approach for Women, Families, and Communities* (Population Reference Bureau, 2015), <https://www.prb.org/wp-content/uploads/2015/12/sahel-resilience-brief.pdf>.

34. Rapport interne Search For Common Ground (Recherche d'un terrain d'entente).

Recommandations

La discrimination en ligne à l'encontre des femmes et les comportements abusifs dont elles sont victimes perpétuent une discrimination plus large fondée sur le sexe. Les solutions doivent s'attaquer aux causes profondes et un effort global est nécessaire pour les modifier à un niveau sociétal au fil du temps.

Organisations multilatérales, autorités gouvernementales et décideurs politiques

1. Inclure et consulter les femmes sur les politiques et les normes concernant leur utilisation des technologies, comme le reconnaissent le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et les gouvernements du Sahel central. L'égalité des sexes à tous les niveaux de la prise de décision est essentielle à la réalisation du développement.
2. Établir des partenariats solides avec des organisations multilatérales, des gouvernements et des décideurs politiques afin d'atténuer la violence transfrontalière spécifique aux pays étudiés, quel que soit le lieu de résidence de l'auteur, car la sphère numérique permet à la violence de se propager rapidement. Mettre en place des mécanismes efficaces de signalement et de traitement des cybercrimes, y compris des bureaux spécialisés dans les plaintes pour cybercriminalité, le soutien psychologique et l'assistance juridique, afin de garantir un soutien rapide et complet aux victimes.
3. Inclure les différentes manifestations de violence sexuelle et sexiste dans la liste des délits punissables par la loi dans les codes pénaux des pays du Sahel central.
4. Mettre en œuvre l'intégration du genre dans la législation sahélienne en matière de cybersécurité, à savoir : la loi malienne n° 2019-056 portant répression de la cybercriminalité ; la loi nigérienne n° 2019-33 du 03 juillet 2019 portant répression de la cybercriminalité au Niger ; la loi burkinabè N° 061/2008/AN portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques.
5. Adapter les codes de procédure pénale des pays du Sahel central au secteur numérique, en particulier pour la collecte de preuves des cybercrimes.
6. Intégrer la sécurité numérique des femmes comme une question de santé publique, de sécurité nationale et humaine, dans l'agenda des stratégies nationales numériques : Stratégie nationale de développement de l'économie numérique 2018-2027 du Burkina Faso, Stratégie nationale de cybersécurité 2024-2028 du Mali, Politique sectorielle des télécommunications et des TIC 2013 du Niger. Appliquer des politiques strictes contre le harcèlement en ligne et assurer une mise en œuvre efficace pour protéger les droits et la sécurité des femmes en ligne.
7. Mettre en place une ligne d'assistance téléphonique gratuite pour offrir une aide et des conseils immédiats sur les questions liées au cyberespace, afin d'améliorer l'accès aux services de soutien pour les femmes qui en ont besoin.
8. Financer des recherches quantitatives sur la violence à l'égard des femmes et qualifier les administrations nationales et régionales dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité.

Entreprises technologiques

1. Adapter leurs stratégies d'atténuation de la violence sexuelle et sexiste au marché sahélien afin de tenir compte des nuances culturelles : a) Mener des formations de sensibilisation culturelle axées sur la compréhension des normes et valeurs culturelles sahéliennes liées au genre, à la vie privée et au comportement en ligne. b) Collaborer avec des groupes de défense locaux dans la région du Sahel pour mieux comprendre les défis spécifiques à la communauté liés à la violence sexuelle et sexiste et

pour co-créer des solutions adaptées au contexte local. c) Développer des caractéristiques de sécurité personnalisées qui s'alignent également sur les besoins des utilisateurs féminins.

2. Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation axées sur le Sahel et visant à accroître la visibilité des femmes dans les espaces numériques afin de promouvoir la sécurité en ligne et l'autonomisation.
3. Rationaliser la procédure de réception des plaintes afin de mieux servir les utilisateurs victimes de harcèlement et de violence en ligne.
4. Veiller à ce que les paramètres de confidentialité soient clairs et accessibles à tous les utilisateurs, quelles que soient leurs connaissances numériques.
5. Collaborer avec les acteurs locaux pour identifier les tendances de la violence en ligne spécifiques à la culture et mettre en œuvre des mécanismes de plainte appropriés.

tections contre les défis et les menaces auxquels ils sont confrontés.

3. Organiser des forums ouverts accessibles aux femmes et au grand public, en intégrant des évaluations des connaissances au début et à la fin pour mesurer la compréhension et la rétention des concepts de sécurité numérique.
4. Collaborer avec les entreprises technologiques et les autorités gouvernementales pour créer des campagnes de sensibilisation ciblant les femmes des communautés marginalisées. Ils peuvent collaborer à des projets locaux visant à promouvoir l'éducation numérique, l'accès à l'internet et les changements culturels. Lancée en 2018 par ONU Femmes, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Unité internationale des télécommunications (UIT), l'initiative "African Girls Can Code" est l'un des innombrables exemples positifs dans le monde.

  tablissements d'enseignement

1.   laborer et mettre en œuvre des programmes de formation axés sur la culture numérique, la sécurité en ligne et la vérification des informations, spécialement conçus pour les femmes.
2. Donner aux femmes les compétences nécessaires pour protéger leur identité numérique et naviguer en toute sécurité sur les plateformes en ligne, en soulignant le rôle de la technologie dans l'  ducation.
3. Encourager les femmes à s'approprier leur présence numérique, en mettant l'accent sur le partage responsable de contenu, la protection de la vie privée et des pratiques de sécurité rigoureuses.
4. Créer des formations, des programmes et des campagnes de sensibilisation à l'intention des hommes afin d'améliorer leur comportement en ligne à l'égard des femmes.

Organisations de la société civile

1. Plaider en faveur de politiques qui garantissent la liberté et la sécurité des femmes en ligne.
2. Protéger les mouvements féministes en cours dans les espaces numériques en préconisant des pro-

Conclusion

La sécurité numérique n'est pas seulement une question de santé publique, mais aussi une question de sécurité nationale et humaine, car la violence dans l'espace en ligne se répercute dans le monde réel, exacerbant les dynamiques de conflit. Si les plateformes en ligne offrent des possibilités de connexion, d'expression et d'autonomisation, elles présentent également des risques de harcèlement, de discrimination et d'exclusion. Ce document a identifié diverses formes de violence sexiste facilitée par la technologie et subie par des femmes au Niger, au Burkina Faso et au Mali. La sécurité numérique des femmes sahéniennes étant une condition préalable à une paix durable dans la région, elle nécessite des efforts accrus de modération des contenus et des investissements financiers de la part des acteurs internationaux, régionaux et nationaux, à savoir les gouvernements nationaux et les entreprises technologiques.³⁵ Les gouvernements sahéniens doivent garantir l'accès à la connectivité et consolider un modèle numérique sensible à la violence sexuelle et sexiste afin de répondre aux besoins identifiés. Cette étude qualitative appelle également une étude quantitative pour permettre une meilleure contextualisation des stratégies numériques pour le marché sahélien par les entreprises technologiques.³⁶ Les médias sociaux pouvant alimenter ou réduire la violence, une attention particulière doit être portée à la vulnérabilité des femmes.³⁷ Des discussions globales sur les stratégies numériques pour une meilleure sécurité et la réalisation de l'équité entre les sexes sont une nécessité, car la prise en compte des vulnérabilités des femmes en matière de sécurité numérique au Sahel peut contribuer fortement à la consolidation de la paix. En mettant l'accent sur les voix et les expériences des femmes, les chercheurs, les décideurs politiques et les activistes peuvent travailler ensemble pour créer des environnements numériques plus sûrs et plus équitables pour tous.

35. Glitch UK et End Violence Against Women Coalition, *The Ripple Effect : COVID-19 and the Epidemic of Online Abuse* (Glitch UK & End Violence Against Women Coalition, 2020), <https://glitchcharity.co.uk/wp-content/uploads/2021/04/Glitch-The-Ripple-Effect-Report-COVID-19-online-abuse.pdf>.

36. Neema Iyer, Bonnita Nyamwire et Sandra Nabulega, *Alternate Realities, Alternate Internets : African Feminist Research for a Feminist Internet* (Association for Progressive Communications, 2020), <https://www.apc.org/en/pubs/alternate-realities-alternate-internets-african-feminist-research-feminist-internet>.

37. Elise Vermeersch, Julie Coleman, Méryl Demuynck et Elena Dal Santo, *The Role of Social Media in Mali and Its Relation to Violent Extremism : A Youth Perspective* (UNICRI & ICCT, 2020), <https://icct.nl/publication/social-media-in-mali-and-its-relation-to-violent-extremism-a-youth-perspective/>.

Bibliographie

- Alliance pour un Internet abordable. *Les coûts de l'exclusion : Conséquences économiques du fossé numérique entre les hommes et les femmes*. Web Foundation, 2021.
- Bako, Habibou. "Réseaux sociaux et désinformation au Sahel". *Bulletin franco-paix* 7, no. 10 (2022).
- Baroin, Catherine, et Barbara Cooper, eds. *La honte au Sahel. Pudeur, respect, morale quotidienne*. Sépia, 2018.
- Bremner, Jason, Kristen Patterson, et Rachel Yavinsky. *Renforcer la résilience grâce à la planification familiale : Une approche transformatrice pour les femmes, les familles et les communautés*. Population Reference Bureau, 2015. <https://www.prb.org/wp-content/uploads/2015/12/sahel-resilience-brief.pdf>.
- Citron, Danielle Keats. *Les crimes de haine dans le cyberspace*. Harvard University Press, 2014.
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. *Recommandation générale n° 35 sur la violence fondée sur le sexe à l'égard des femmes, mettant à jour la recommandation générale n° 19 (1992)*. Nations unies, 2017.
- Dunn, Suzie. "TFGBV". *La violence sexiste facilitée par la technologie : An Overview*, 3-5. Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, 2020. <http://www.jstor.org/stable/resrep27513.9>.
- Glitch UK et End Violence Against Women Coalition. *L'effet d'entraînement : COVID-19 et l'épidémie d'abus en ligne*. Glitch UK & End Violence Against Women Coalition, 2020. <https://glitchcharity.co.uk/wp-content/uploads/2021/04/Glitch-The-Ripple-Effect-Report-COVID-19-online-abuse.pdf>.
- GSMA et Gallup. *L'impact du mobile sur le bonheur et le bien-être des gens*. 2018. https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-for-development/wp-content/uploads/2018/01/The-Impact-of-Mobile-on-People%E2%80%99s-Happiness-and-Well-Being_summary.pdf.
- GSMA. *L'économie mobile en Afrique subsaharienne 2022*. 2022. <https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-economy/wp-content/uploads/2022/10/The-Mobile-Economy-Sub-Saharan-Africa-2022.pdf>.
- GSMA. *L'état de la connectivité de l'internet mobile en 2023*. 2023. https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2023/10/The-State-of-Mobile-Internet-Connectivity-Report-2023.pdf?utm_source=web-site&utm_medium=button&utm_campaign=somic23.
- Gurumurthy, Anita. *Comblent le fossé numérique entre les hommes et les femmes : Issues and Insights on ICT for Women's Economic Empowerment*. UNIFEM, 2004.
- Hate Aid. "Interview with Prof. Clare McGlynn : Image-Based Abuse on the Internet Has Very Real Effects on Women's Lives (Entretien avec le professeur Clare McGlynn : les abus par l'image sur Internet ont des effets très réels sur la vie des femmes)". Hate Aid, 2022. <https://hateaid.org/en/interview-image-based-abuse/#>.
- Henry, Nicola, et Anastasia Powell. "Embodied Harms : Gender, Shame, and Technology-Facilitated Sexual Violence." *Violence Against Women* 21, no. 16 (2015) : 758-779.

- Équipe d'apprentissage institutionnelle. *Traitement des contenus nuisibles en ligne : Cross-National Perspectives of Users Affected by Conflict*. Search for Common Ground, 2021. https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/07/SearchForCommonGround_Handling-harmful-content-online-report-April-2021.pdf.
- Iyer, Neema, Bonnita Nyamwire et Sandra Nabulega. *Réalités alternatives, Internets alternatifs : African Feminist Research for a Feminist Internet*. Association for Progressive Communications (APC), 2020. <https://www.apc.org/en/pubs/alternate-realities-alternate-internets-african-feminist-research-feminist-internet>.
- Kemp, Simon. *Digital 2024 : Global Overview Report*. Datareportal, 2024. <https://datareportal.com/reports/digital-2024-global-overview-report>.
- Lenhart, Amanda, Michele Ybarra, Kathryn Zickuhr et Myeshia Price-Feeney. *Harcèlement en ligne, abus numérique et cyberharcèlement en Amérique*. Data & Society Research Institute, 2017.
- Mendes, Kaitlynn, Jessica Ringrose et Jessalynn Keller. *Activisme féministe numérique : Girls and Women Fight Back Against Rape Culture*. Oxford Studies in Digital Politics. Oxford Academic, 2019.
- Noble, Safiya Umoja. *Algorithmes d'oppression : Comment les moteurs de recherche renforcent le racisme*. NYU Press, 2018.
- Plan International. *Libre d'être en ligne ? Expériences des filles et des jeunes femmes en matière de harcèlement en ligne. Rapport sur la situation des filles dans le monde*. Plan International, 2020. <https://plan-international.org/publications/free-to-be-online/>.
- Roberts, Sarah. "Digital Detritus : 'Error' and the Logic of Opacity in Social Media Content Moderation". *Premier lundi* 23, no. 3 (2018). <https://doi.org/10.5210/fm.v23i3.8283>.
- StatCounter. "Desktop vs Mobile vs Tablet Market Share Africa". StatCounter Global Stats, 2024. <https://gs.statcounter.com/platform-market-share/desktop-mobile-tablet/africa>.
- ONU Femmes. *Document de référence sur le genre, l'innovation et la technologie en Afrique*. 2023. https://africa.unwomen.org/sites/default/files/2023-10/background_document_on_gender_innovation_and_technology_in_africa_web.pdf.
- Vermeersch, Elise, Julie Coleman, Méryl Demuynck et Elena Dal Santo. *Le rôle des médias sociaux au Mali et sa relation avec l'extrémisme violent : A Youth Perspective*. UNICRI & ICCT, 2020. <https://icct.nl/publication/social-media-in-mali-and-its-relation-to-violent-extremism-a-youth-perspective/>.
- World Wide Web Foundation. *Les droits des femmes en ligne : Closing the Digital Gender Gap for a More Equal World (Comblant le fossé numérique entre les sexes pour un monde plus égalitaire)*. World Wide Web Foundation, 2019. <https://webfoundation.org/research/womens-rights-online-closing-the-digital-gender-gap-for-a-more-equal-world/>.
- Yue, Jiaxuan, Habibou Bako, Kelsey Hampton et Katie Smith. *Conflit et espace en ligne au Sahel : Défis et recommandations*. Search For Common Ground, 2022. <https://documents.sfcg.org/wp-content/uploads/2022/07/Note-D-Analyse-Conflit-et-espace-en-ligne-au-Sahel-Juillet-2022.pdf>.